



Nouvelles ordonnances du DETEC relatives au permis:
résultats de la consultation concernant les cinq projets

- Ordonnance du DETEC
relative au permis pour l'emploi
des produits phytosanitaires dans l'agriculture et l'horticulture
(OPer-AH)
- Ordonnance du DETEC
relative au permis pour l'emploi
des produits phytosanitaires dans des domaines spéciaux
(OPer-S)
- Ordonnance du DETEC
relative au permis pour l'emploi
des produits phytosanitaires dans l'économie forestière
(OPer-Fo)
- Ordonnance du DETEC
relative au permis pour l'emploi
des produits pour la conservation du bois
(OPer-B)
- Ordonnance du DETEC
relative au permis pour l'utilisation
des fluides frigorigènes
(OPer-Fl)

3003 Berne, en mai 2005

Table des matières

| | | |
|-----------------|--|----------|
| 1 | Point de la situation | 3 |
| 2 | Au sujet de la consultation | 3 |
| 3 | Résumé des résultats | 4 |
| 3.1 | Généralités | 4 |
| 3.2 | Remarques concernant l'ORRChim | 5 |
| 3.3 | Remarques concernant les ordonnances départementales | 5 |
| Annexe 1 | Liste des services consultés | 6 |



1 Point de la situation

Quiconque utilise, à titre professionnel ou commercial, des substances dangereuses pour la santé ou pour l'environnement doit disposer de connaissances spécifiques ou être dirigé par une personne compétente. C'est un fait incontesté. L'ordonnance du 9 juin 1986 sur les substances dangereuses pour l'environnement (ordonnance sur les substances, Osubst) exige déjà un permis pour l'utilisation de certaines substances. L'ordonnance sur la réduction des risques liés à l'utilisation de substances, de préparations et d'objets particulièrement dangereux (ordonnance sur la réduction des risques liés aux produits chimiques, ORRChim) – qui entre en vigueur le 1^{er} août 2005 et remplace l'Osubst – reprend cette disposition sous une forme révisée (art. 7 à 12). Par conséquent, les ordonnances départementales sur les permis, en vigueur depuis 1991 et 1993, doivent également être adaptées. Dans ce contexte, on s'est efforcé de reprendre, chaque fois que c'était possible, les dispositions qui sont passées dans l'usage courant. Les ordonnances du DETEC, légèrement adaptées, ont été mises en consultation du 1^{er} décembre 2004 au 28 février 2005, en même temps que trois ordonnances du DFI: l'ordonnance du DFI relative au permis pour l'emploi des pesticides en général (OPer-P), l'ordonnance du DFI relative au permis pour l'emploi des fumigants (OPer-Fu) et l'ordonnance du DFI relative au permis pour l'emploi des désinfectants servant au traitement de l'eau des piscines publiques (OPer-D).

2 Au sujet de la consultation

Le 10 décembre 2004, les cinq ordonnances ci-dessous ont été envoyées pour consultation aux chancelleries d'État des cantons, aux services cantonaux, à certains services fédéraux, à de nombreuses institutions de formation et de conseil, à des organisations professionnelles, ainsi qu'aux associations de protection de l'environnement et à d'autres organisations non gouvernementales (voir annexe 1):

- Ordonnance du DETEC relative au permis pour l'emploi des produits phytosanitaires dans l'agriculture et l'horticulture (OPer-AH)
- Ordonnance du DETEC relative au permis pour l'emploi des produits phytosanitaires dans des domaines spéciaux (OPer-S)
- Ordonnance du DETEC relative au permis pour l'emploi des produits phytosanitaires dans l'économie forestière (OPer-Fo)
- Ordonnance du DETEC relative au permis pour l'emploi des produits pour la conservation du bois (OPer-B)
- Ordonnance du DETEC relative au permis pour l'utilisation des fluides frigorigènes (OPer-F1)

Au total, 72 avis ont été renvoyés, qui se répartissent comme suit:

| | |
|--|----|
| Cantons | 19 |
| Services cantonaux | 14 |
| Confédération, Comco | 3 |
| Associations et organisations professionnelles | 19 |
| Institutions de formation et de conseil | 10 |
| Associations de protection de l'environnement et ONG | 7 |
| Total | 72 |

3 Résumé des résultats

3.1 Généralités

Aucun des organes consultés n'a rejeté les cinq ordonnances du DETEC. De nombreux avis soulignent au contraire l'importance d'une formation et d'un perfectionnement solides comme instrument de prévention dans le domaine de la protection de la santé et de l'environnement.

Alors que certains organes ont demandé que toutes les ordonnances du DETEC et du DFI relatives aux permis soient réunies en une seule, d'autres ont apprécié que des projets distincts aient été présentés pour les différents groupes d'utilisateurs concernés. Une harmonisation aussi complète que possible des différentes ordonnances départementales a toutefois été exigée.

De nombreux organes, essentiellement des services cantonaux, ont proposé la création d'un registre central des permis (et des diplômes reconnus comme équivalents) au niveau fédéral (par exemple auprès d'un organe de coordination Parchem). D'autres ont souhaité qu'un tel registre soit mis en place auprès des institutions responsables. Certains services cantonaux ont par ailleurs proposé un permis unifié pour toutes les personnes qui disposent des capacités et des connaissances requises, et donc aussi pour les titulaires d'un diplôme équivalent.

Le fait que l'on ait renoncé à fixer une durée de validité limitée pour les permis a été bien accueilli, de même que l'obligation pour les titulaires de permis de suivre une formation continue.

Certains doutes ont été émis quant à la reconnaissance automatique de permis étrangers, parce que leurs titulaires pourraient mal connaître les dispositions suisses.

Les produits pour la conservation du bois, les fluides frigorigènes et les produits phytosanitaires ne peuvent être employés que par des personnes titulaires d'un permis, ou sous leur direction. C'est ce que prévoit l'ORRChim (art. 7). Dans le cadre de la consultation, de nombreux organes ont toutefois souhaité que l'on précise ce que l'on entend par « sous leur direction ».

En résumé, on peut dire que le permis pour l'emploi des produits pour la conservation du bois, des fluides frigorigènes et des produits phytosanitaires est un instrument déjà bien établi dont la pertinence est incontestée. La structure proposée pour les ordonnances n'a guère fait

l'objet de critiques et le fait que l'on décharge les cantons, notamment dans le domaine de l'agriculture et de l'horticulture, a été bien accueilli. Les associations et les organisations approuvent également les projets, notamment parce que les plus importantes d'entre elles (l'Union suisse des paysans, l'Association des maîtres horticulteurs suisses et l'Association suisse du froid, par exemple) y sont intégrées et ont leur mot à dire en tant qu'institutions responsables.

3.2 Remarques concernant l'ORRChim

Certains avis font référence aux articles de l'ORRChim concernant les permis, ou à l'ORRChim en général. Il a notamment été regretté que la version actuelle de l'ORRChim ne soit pas disponible et que les renvois ne correspondent plus à la version mise en consultation. Certains services cantonaux ont souhaité que les ordonnances du projet Parchem entrent en vigueur quelques mois seulement après que leurs versions définitives seront disponibles; ce délai permettrait aux services d'adapter les dispositions cantonales concernant l'exécution et de s'organiser.

3.3 Remarques concernant les ordonnances départementales

Certains services cantonaux ont regretté que l'on ait regroupé les domaines « agriculture » et « horticulture » pour les permis. Ils proposent au contraire de regrouper les permis « agriculture » et « économie forestière », ainsi que « domaines spéciaux » et « horticulture ». Une grande majorité des organes consultés approuve toutefois la délimitation proposée.

Plusieurs avis expriment la crainte que les examens et les diplômes reconnus par les ordonnances actuelles ne soient plus considérés comme équivalents à l'avenir.

Divers organes demandent à siéger à la commission des permis (art. 7). D'autres indiquent en revanche que la commission ne devrait pas comprendre trop de membres si l'on veut qu'elle remplisse son objectif.

Certains participants à la consultation se sont également exprimés sur les capacités et connaissances requises (annexe 1). Les uns demandent des compléments, alors que d'autres trouvent l'énumération très exhaustive et peu conforme à la pratique. Parfois, on a également souhaité une meilleure harmonisation des diverses ordonnances.

Quelques avis indiquent que la limite supérieure pour le coût des examens (annexe 2, ch. 6) est trop élevée, et exigent des dérogations pour les étudiants. D'autres jugent que le cadre est trop étroit et demandent une limite supérieure de 1000 francs.

La plupart des organes qui font déjà passer des examens pour les permis estiment qu'un examen pratique demande trop de travail et provoque des coûts élevés. Ils proposent donc de renoncer à l'examen pratique obligatoire et de réduire la durée minimale des examens à deux heures en tout (annexe 2, ch. 7). Cela permettrait d'obtenir le meilleur rapport coût/efficacité possible.

Annexe 1 Liste des services consultés

1. Chancelleries des gouvernements cantonaux et de la Principauté du Liechtenstein

2. Services cantonaux

- Kantonale Zentralstelle für Pflanzenschutz, Landwirtschaftliches Bildungs- und Beratungszentrum, 5630 Muri
- Kantonales Labor Aargau, Sektion Chemie- und Biosicherheit, Kunsthausweg 24, 5000 Aarau
- Amt für Umweltschutz des Kantons Appenzell Innerrhoden, Gaiser Strasse 8, 9050 Appenzell
- Amt für Umweltschutz des Kantons Appenzell Ausserrhoden, Kasernenstrasse 17, 9102 Herisau
- Kantonale Zentralstelle für Pflanzenschutz, Rütli, 3052 Zollikofen
- Kantonales Laboratorium Bern, Abteilung Umweltschutz und Gifte, Muesmattstrasse 19, Postfach, 3000 Bern 9
- Landwirtschaftliches Zentrum Ebenrain, Postfach, 4450 Sissach
- Amt für Umweltschutz und Energie des Kantons BL, Fachstelle Stoffe und Chemikalien Rheinstrasse 29, 4410 Liestal
- Kantonales Laboratorium Basel-Stadt, Kannenfeldstrasse 2, Postfach, 4012 Basel
- Laboratoire cantonal de Fribourg, Inspection des toxiques, Chemin du Musée 15, 1700 Fribourg
- Service de l'environnement, Route de la Fonderie 2, 1700 Fribourg
- Service du pharmacien cantonal, Section des toxiques et substances dangereuses pour l'environnement, Avenue Beau-Séjour 24, 1206 Genève
- Amt für Umweltschutz des Kantons Glarus, Postgasse 29, 8750 Glarus
- Kantonale Pflanzenschutzstelle, Landwirtschaftliche Schule Plantahof, 7302 Landquart
- Kantonales Labor und Lebensmittelkontrolle Graubünden, Planaterrastrasse 11, 7000 Chur
- Amt für Natur und Umwelt Graubünden, Neumühle, Gürtelstrasse 89, 7001 Chur
- Office des eaux et de la protection de la nature, Les Champs Fallats, 2882 St-Ursanne
- Laboratoire cantonal du canton du Jura, Faubourg des Capucins 20, Case postale 2345, 2800 Delémont 2
- Stelle für Chemikalien und Erzeugnisse, Meyerstrasse 20, Postfach, 6000 Luzern 11
- Service de la protection de l'environnement, Rue du Tombet 24, Case postale 145, 2034 Peseux
- Service de la consommation, Rue Jehanne-de-Hochberg 5, 2001 Neuchâtel 1
- Kantonale Zentralstelle für Pflanzenschutz, Rheinhof, 9465 Salez
- Amt für Lebensmittelkontrolle, Abteilung Gifte und Stoffe, Blarerstrasse 2, 9001 St. Gallen
- Amt für Umweltschutz des Kantons St. Gallen, Abteilung Infrastruktur und Energie, Lämmlibrunnenstrasse 54, 9001 St. Gallen
- Fachstelle für Pflanzenbau, Kantonale Zentralstelle für Pflanzenschutz Charlottenfels, Postfach 867, 8212 Neuhausen
- Amt für Lebensmittelkontrolle und Umweltschutz, Postfach, 8201 Schaffhausen
- Zentralstelle für umweltschonenden Pflanzenbau, Wallierhof, 4533 Riedholz
- Amt für Umwelt des Kantons Solothurn, Abteilung Stoffe, Werkhofstrasse 5, 4509 Solothurn
- Kantonales Laboratorium Thurgau, Spannerstrasse 20, 8510 Frauenfeld
- Istituto agrario cantonale di Mezzana, Via Gottardo, 6828 Balerna

- Dipartimento del Territorio, Divisione dell'ambiente, Sezione per la protezione dell'aria, dell'acqua e del suolo, Via Salvioni 2a, 6501 Bellinzona
- Laboratorium der Urkantone, Föhneneichstrasse 15, Postfach 363, 6440 Brunnen
- Ecole d'agriculture de Grange-Verney, 1510 Moudon
- Ecoles et stations agricoles cantonales de Marcelin, Avenue Marcelin, 1110 Morges
- Ecole professionnelle d'horticulture de Marcelin, 1110 Morges
- Service de l'environnement et de l'énergie du canton de Vaud, Chemin des Boveresses 155, 1066 Epalinges
- Service de l'agriculture, Office d'agro-écologie, Ecole d'agriculture, Avenue Maurice-Troillet 260, 1950 Sion (Châteauneuf)
- Laboratoire cantonal du canton du Valais, Rue Pré-d'Amédée 2, 1950 Sion
- Kantonaler Pflanzenschutzdienst, Schluechthof, 6330 Cham
- Amt für Lebensmittelkontrolle Zug, Gifte + Stoffe, Zugerstrasse 50, Postfach, 6312 Steinhausen
- Kantonales Laboratorium Zürich, Abteilung Stoffe und Gifte Fehrenstrasse 15, Postfach, 8030 Zürich
- Amt für Umweltschutz des Fürstentum Liechtenstein, Abteilung umweltgefährdende Stoffe, Abfälle, Altlasten, Störfallvorsorge, Postfach 684, FL-9490 Vaduz
- Bildungszentrum Wald Lyss, Postfach 252, 3250 Lyss
- Bildungszentrum Wald Maienfeld, 7304 Maienfeld
- Schweizerische Hochschule für Landwirtschaft SHL, Studiengang Forstwirtschaft, Länggasse 85, 3052 Zollikofen
- Kantonale Forstämter

3. Associations économiques et industrielles

- Schweizerische Gesellschaft für Chemische Industrie (SGCI), Nordstrasse 15, 8035 Zürich
- Economiesuisse, Verband der Schweizer Unternehmer, Hegibachstrasse 47, 8032 Zürich
- Eco Swiss, Umweltschutzorganisation der Schweizer Wirtschaft, Herrn Dieter Reinker, Spanweidstrasse 3, 8006 Zürich
- Schweizerischer Arbeitgeberverband, Hegibachstrasse 47, Postfach, 8032 Zürich
- Schweizerischer Gewerkschaftsbund, Monbijoustrasse 61, 3007 Bern
- Schweizerischer Gewerbeverband (SGV), Schwarztorstrasse 26, Postfach 2721, 3001 Bern

4. Associations et groupements d'intérêts

- Schweizerischer Bauernverband (SBV), Laurstrasse 10, 5201 Brugg
- Association des Groupements et Organisations Romands de l'Agriculture (AGORA), Avenue des Jordils 3, CP, 1000 Lausanne 6
- Verband Schweizerischer Gemüseproduzenten (VSGP), Kapellenstrasse 5, 3001 Bern
- Beratungsstelle für Unfallverhütung in der Landwirtschaft (BUL), Picardie 3-Stein, 5040 Schöftland
- Schweizerischer Verband für Landtechnik (SVLT), Ausserdorfstrasse 31, Postfach, 5223 Riniken
- Landwirtschaftliche Beratungszentrale (LBL), Eschikon 28, 8315 Lindau
- Service Romand de Vulgarisation Agricole (SRVA), Jordils 1, CP 128, 1000 Lausanne 6
- Verband Schweizerischer Gärtnermeister (VSG), Forchstrasse 287, 8092 Zürich
- Association des Horticulteurs de la Suisse Romande (AHSR), Case postale 454, 1110 Morges
- Schweizerischer Fachverband der Hauswarte, Tribschenstrasse 7, Postfach 3045, 6002 Luzern

- Berufsverband Ausgebildeter Hauswarte, Herrn Marcel Rieben, Postfach 17, 3010 Bern
- IGBA-Interessengemeinschaft Berufsbildung von Badangestellten und Badmeistern, Sekretariat: Yvonne Gürtler, Oberdorfstrasse 268, 5028 Ueken
- Interessengemeinschaft für die Berufsbildung von Badangestellten und Badmeistern, Dr. Hans Bernhard, Preyenstr. 4, 8623 Wetzikon-Kempton
- Schweiz. Badmeister-Verband, Geschäftsstelle, Eigenackerstrasse 42, 8193 Eglisau
- Hausverein Schweiz, Postfach 7324, 6000 Luzern
- Schweizerischer Gemeindeverband, Solothurnstrasse 22, 3322 Schönbühl
- Schweizerischer Städteverband, Florastrasse 13, 3000 Bern 6
- Autogewerbe-Verband der Schweiz (AGVS), Mittelstrasse 32, Postfach, 3012 Bern
- Schweizerischer Verein für Kältetechnik, Hubrainweg 10, 8124 Maur
- Association Suisse du Froid (ASF), section romande, Avenue des Sports 14, 1400 Yverdon-les-Bains VD
- Associazione Ticinese Frigoristi (ATF), via S. Giovanni 4, 6500 Bellinzona
- Vereinigung Schweizerischer Automobil-Importeure, Mittelstrasse 32, Postfach 5232, 3012 Bern
- Verband Schweizerischer Heizungs- und Lüftungsfirmen, Olgastrasse 6, Postfach 73, 8024 Zürich
- Arbeitsgemeinschaft Wärmepumpen, Konradstrasse 9, Postfach 7190, 8023 Zürich
- Fachverband Elektroapparate für Haushalt und Gewerbe Schweiz, Obstgartenstrasse 28, 8006 Zürich
- ASTAG, Schweizerischer Nutzfahrzeugverband, Zentralsekretariat, Weissenbühlweg 3, 3007 Bern
- Schweizerischer Maler- und Gipserunternehmer-Verband, Recht und Zentrale Dienste, Grindelstrasse 2, 8304 Wallisellen
- LIGNUM, Schweizerische Holzwirtschaftskonferenz, Falkenstrasse 26, 8008 Zürich
- Holzbau Schweiz, Verband Schweizer Holzbau-Unternehmungen, Weinbergstrasse 55, 8006 Zürich
- Holzindustrie Schweiz, Geschäftsstelle, Mottastrasse 9, Postfach, 3000 Bern 6
- SH-Holz, Hochschule für Architektur, Bau und Holz, Solothurnstrasse 102, Postfach 6071, 2500 Biel 6
- Verband Schweizerischer Lack- und Farbenfabrikanten, Badenerstrasse 701, 8048 Zürich
- WALDWIRTSCHAFT Schweiz WVS, Postfach, Rosenweg 14, 4501 Solothurn
- Verband Schweizerischer Forstunternehmungen VSFU/ASEFOR, Mottastrasse 9, 3000 Bern 6
- Verband Schweizer Förster VSF, Franco Pedrini, Nante, 6780 Airolo
- Schweizerischer Forstverein SFV, Frank M. Kessler, Forchstrasse 395, Postfach 931, 8029 Zürich
- Verband Schweizerischer Forstbaumschulen VSFB, Jörg Hirt, 4565 Rechterswil
- FSC Arbeitsgruppe Schweiz, Guido Fuchs, Metzelerstrasse 14, Postfach 124, 4118 Rodersdorf

5. Organisations environnementales et associations de consommateurs

- Association romande pour la protection des eaux et de l'air, Ch. de la Goutte d'Or, 2016 Cortaillod
- Associazione consumatrici della Svizzera italiana (acsi), Ex Casa comunale, Casella Postale 330, 6915 Pambio Noranco
- equiterre, Merkurstrasse 45, Postfach, 8032 Zürich
- equiterre, Rue des Asters 22, 1202 Genève
- Greenpeace Schweiz, Heinrichstrasse 147, Postfach, 8031 Zürich

- Kontaktstelle Umwelt (KSU), Schützengässchen 5, Postfach, 3000 Bern 7
- Praktischer Umweltschutz Schweiz (PUSCH), Hottingerstrasse 4, Postfach 211, 8024 Zürich
- Pro Natura, Postfach, 4018 Basel
- WWF Schweiz, World Wildlife Fund, Hohlstrasse 110, 8010 Zürich
- Vereinigung für Umweltrecht, Postfach 2430, 8026 Zürich
- Stiftung für Konsumentenschutz (SKS), Monbijoustrasse 61, 3007 Bern
- Fédération romande des consommateurs, Route de Genève 7, Case postale 2820, 1002 Lausanne
- Konsumentenforum Schweiz (KF), Frau Pia Grossholz, Waldriedstrasse 26, 3074 Muri b. Bern

6. Commissions des permis

- Membres de la commission des permis Agriculture
- Membres de la commission des permis Horticulture
- Membres de la commission des permis Domaines spéciaux
- Membres de la commission des permis Économie forestière
- Membres de la commission des permis Produits pour la conservation du bois
- Membres de la commission des permis Fluides frigorigènes

7. Divers milieux intéressés

- Gesellschaft Schweizerischer Giftinspektoren (GSG), Urs Näf, Kant. Laboratorium Zürich, Abt. Stoffe und Gifte, Fehrenstrasse 15, Postfach, 8030 Zürich
- Verband Schweiz. Abwasser- und Gewässerschutzfachleute, Strassburgstrasse 10, Postfach, 8026 Zürich
- Konferenz der kantonalen Pflanzenschutzdienste (KPSD), Rheinhof, 9465 Salez
- Schweizerische Bundesbahnen SBB, Generalsekretariat, BahnUmwelt-Center, Hochschulstrasse 6, 3000 Bern 65
- sanu, Partner für Umweltbildung und Nachhaltigkeit, Postfach 3126, Dufourstrasse 18, 2500 Biel
- Coop Schweiz, Abteilung Wirtschaftspolitik, Postfach 2550, 4002 Basel
- Migros-Genossenschafts-Bund, Limmatstrasse 152, 8021 Zürich

8. Services fédéraux intéressés

- Bundeskanzlei, Sektion Recht, Bundeshaus West, 3003 Bern
- Bundeskanzlei, Zentrale Sprachdienste, Bundeshaus West, 3003 Bern
- Bundesamt für Justiz, 3003 Bern
- Bundesamt für Landwirtschaft, 3003 Bern
- Bundesamt für Gesundheit, 3003 Bern
- Bundesamt für Berufsbildung und Technologie, 3003 Bern
- Generalsekretariat VBS, 3003 Bern
- Staatssekretariat für Wirtschaft (seco), 3003 Bern
- Staatssekretariat für Wirtschaft (seco), Christoph Rüegg, Ressortleiter Chemikalien und Arbeit, Stauffacherstrasse 101, 8004 Zürich
- SUVA, Abteilung Arbeitssicherheit, Postfach 4358, 6002 Luzern
- Eidg. Materialprüfungs- und Forschungsanstalt (EMPA), Lerchenfeldstrasse 5, Postfach, 9014 St. Gallen
- Eidg. Forschungsanstalt für Wald, Schnee und Landschaft (WSL), Zürcherstrasse 111, 8903 Birmensdorf ZH
- Wettbewerbskommission, 3003 Bern
- Preisüberwachung, 3003 Bern
- EVD, Büro für Konsumentenfragen, Effingerstrasse 27, 3003 Bern
- ETH Zürich, Departement Umweltwissenschaften, Bereich Forstwissenschaften, Professur Forstschutz und Dendrologie, ETH-Zentrum, 8092 Zürich